

Dans toute l'Europe, les peuples se dressent contre l'Union européenne

(déclaration du bureau national du POI, 28 avril 2012)

En ce printemps 2012, dans toute l'Europe, **les travailleurs et les peuples se dressent, à juste titre, contre l'Union européenne**, qui, dans tous les domaines, s'attaque aux conquêtes des travailleurs et à la souveraineté des peuples : grève générale en Espagne contre les plans d'austérité et les contre-réformes dictées par l'Union européenne ; **cent vingt mille manifestants à Prague**, à l'appel des syndicats, contre les politiques d'austérité de l'Union européenne ; **appel de trois syndicats irlandais à voter non au référendum du 31 mai** sur « Super-Maastricht ». Depuis les **grèves générales successives en Grèce, au Portugal, les manifestations de masse en Italie...**, une force se lève pour arracher l'annulation de tous les plans d'austérité.

Le bureau national du POI reprend à son compte le communiqué de ses quatre secrétaires nationaux publié le soir du premier tour : **le 22 avril, en France, la classe ouvrière et la majorité du peuple ont manifesté de la façon la plus claire ce « rejet » qui rassemble tous les peuples du continent**. Un rejet qui vient de loin : du vote « non » majoritaire, le 29 mai 2005, du profond mouvement de millions de travailleurs contre la contre-réforme des retraites en 2010, des grèves et mouvements de lutte de classe qui n'ont cessé de se multiplier ces derniers mois, de la résistance qui, au-delà de la classe ouvrière, tend à toucher tous les secteurs de la population (et, notamment, des élus contre la réforme territoriale).

Ce 22 avril, la classe ouvrière et la majorité du peuple de ce pays ont dit : nous n'en pouvons plus, l'heure est venue de **tourner la page du gouvernement Sarkozy et d'en finir avec trente ans d'austérité imposée par tous les gouvernements, de droite comme de gauche, qui se sont succédé**.

Ce 22 avril, le peuple a dit : l'heure est venue de commencer d'inverser le cours des choses. Pour cela, le carcan de l'Union européenne doit être brisé. C'est là la signification principale du premier tour de l'élection présidentielle : la volonté de tout un peuple de se débarrasser des traités de Maastricht et Lisbonne, de balayer la dictature de la troïka FMI-Union européenne-Banque centrale européenne, de la dette et des déficits publics.

Qu'on ne vienne pas dire aux travailleurs que l'événement majeur est constitué par la progression du vote Front national ! Celle-ci est une réalité. Mais la faute à qui ? En aurait-il été de même si les candidats se réclamaient des intérêts des travailleurs et de la démocratie

— et, au premier rang, François Hollande — s'étaient clairement prononcés contre la soumission à l'Union européenne ? En aurait-il été de même s'ils s'étaient engagés à balayer les traités de Maastricht et Lisbonne, à rompre avec la Banque centrale européenne, à ne pas payer la dette, à bloquer les fonds disponibles pour le maintien des emplois et l'interdiction des licenciements, si les députés et sénateurs PS (majoritaires au Sénat) n'avaient pas, en s'abstenant, permis l'adoption du mécanisme européen de stabilité (MES), première expression de la « règle d'or » et du traité TSCG ? Poser la question, c'est y répondre.

Ce que, de toute part, on s'acharne à masquer, c'est que le verrou de toute la situation, c'est l'Union européenne. **Il existe un traité dit « TSCG », signé à Bruxelles par Sarkozy, Merkel et vingt-trois autres chefs d'Etat**. Ce traité doit être soumis à ratification en France au lendemain de l'élection présidentielle. Ce traité instaure une dictature qui menace la France (comme de nombreux autres Etats) d'un sort comparable à celui imposé depuis des mois au peuple grec par les plans successifs de Bruxelles.

Fidèle à lui-même, Sarkozy vient d'annoncer que, s'il était réélu, il chercherait à faire ratifier ce traité au plus vite et, en particulier, la règle d'or qui inscrit l'austérité dans la Constitution.

Et François Hollande ? Il propose d'inscrire l'obligation d'équilibre budgétaire dans les lois de finances ; il demande une « renégociation » afin que des mesures sur la croissance soient adoptées « en complément » du traité TSCG. A quoi le président de la Commission de Bruxelles vient de répondre complaisamment : tout se discute, mais le préalable, c'est la ratification du traité tel qu'il est.

Pourquoi le cacher ? **Une fois signé, le traité n'est ni amendable ni négociable**. Il peut être ratifié ou rejeté. Il doit être rejeté ! Car, avec ou sans « complément », avec ou sans « pacte de croissance », le traité oblige à inscrire l'austérité dans la loi, coupe 80 milliards d'euros dans les dépenses publiques dès 2013 — en particulier dans les budgets de la Sécurité sociale et des collectivités territoriales, établit un système de sanctions automatiques et permet l'envoi dans notre pays d'émissaires européens chargés de dicter l'exécution des plans meurtriers comme en Grèce !

Avec ou sans « renégociation », avec ou sans « complément », avec ou sans « pacte de croissance » : le traité doit être rejeté !

Le 22 avril, le rejet a été majoritaire. La démocratie exige que ce rejet se traduise en actes. Cette exigence s'adresse à tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie. Elle s'adresse en premier lieu à François Hollande. L'ancien président de la République portugais Mario Soares, dirigeant du Parti socialiste, vient de déclarer à propos du traité : « *Aucun député socialiste, aucun socialiste ne peut ratifier cela.* » Il a raison ! N'est-ce pas ce que devrait dire tout socialiste digne de ce nom ?

Comment peut-on promettre aux travailleurs « un changement politique » — par exemple, lutter contre le chômage, arrêter l'hémorragie de la destruction des services publics, préserver les régimes de Sécurité sociale et de retraite — si on ne s'engage pas clairement à ce que le traité TSCG ne soit pas ratifié ?

Voilà pourquoi, le Parti ouvrier indépendant propose à toutes et tous d'organiser une manifestation nationale dans l'unité par tous les partis, militants, groupes, d'accord pour se rassembler sur cette exigence : non à la ratification du traité.

Voilà pourquoi, dans tout le pays, le Parti ouvrier indépendant, qui combat pour l'unité, appuyé sur plus de quarante mille signatures, appelle à multiplier les appels en commun avec des travailleurs et militants de toutes tendances sur cette ligne.

Voilà pourquoi, les cent trois candidats du Parti ouvrier indépendant aux élections législatives déploient largement la campagne contre la ratification de « Super-Maastricht ». Ils le font en cherchant à aider la population à se défendre, dans l'unité avec les organisations, et à briser le carcan maastrichtien, qui voit les élus dans les régions, départements et communes, comme à Lyon, en Seine-Saint-Denis, dans le Var, non seulement ceux de l'UMP, mais aussi ceux du PS, du PCF et du PG, vouloir imposer austérité, privatisation et « règle d'or » contre la volonté majoritaire.

Voilà pourquoi, les cent trois candidats du POI mènent campagne en développant toutes les positions du POI telles que rassemblées dans le document « *103 candidats du POI : pourquoi ?* ».

Voilà pourquoi un meeting de masse est convoqué, le 3 juin, à Paris, et des meetings équivalents dans toute la France.

Voilà pourquoi, nous appelons toutes et tous à renforcer le Parti ouvrier indépendant. Chacun comprend qu'au-delà du 6 mai se préparent les plus grands combats contre les coups et contre-réformes exigés par le capital financier international, dont la troïka n'est que le relais. Chacun comprend les menaces qui pèsent sur l'indépendance des organisations ouvrières, et ce qui reste de démocratie politique et de souveraineté des nations.

**Pour l'unité contre la ratification du TSCG « Super-Maastricht » ;
Pour l'action unie qui balayera les plans de la troïka UE-FMI-BCE ;
Contre la dictature de la dette et pour la rupture avec l'Union européenne ;
Pour l'indépendance du mouvement ouvrier ;
Pour la reconquête de la démocratie politique et la souveraineté du peuple.**

REJOIGNEZ LE POI !

Paris, le 28 avril, 16 heures.
Adoptée à l'unanimité par le bureau national du POI

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant Je souhaite adhérer
 Je souhaite être informé de la date et du lieu de la prochaine assemblée-débat organisée par le POI

Nom, prénom : Adresse :
..... Code postal : E-mail :

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris